

Le Maire de Mulhouse

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2213-1 à L 2213-6.1,
- VU l'ordonnance n° 45-1968 du 1er septembre 1945 relative à l'étatisation de la police dans la région de Strasbourg,
- VU le Code de la Route et plus particulièrement ses articles L 411-1 à L 411-7,
- VU l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (signalisation temporaire – Livre I – huitième partie),

Considérant que l'exécution des travaux publics nécessite temporairement des restrictions de circulation et de stationnement,

Considérant la récente codification du Code de la Route,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique entendu,

A R R E T E

Article 1^{er}

L'arrêté municipal n° 22/1930 du 31 octobre 2022, relatif aux restrictions de circulation et de stationnement suite au renouvellement d'une canalisation d'eau, rue Laurent à Mulhouse, est prorogé jusqu'au 21 novembre 2022.

Article 2

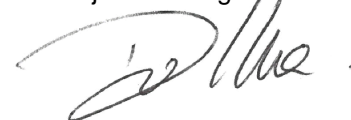
Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 22/1930 du 31 octobre 2022 est modifié, soit :

- ♦ *Rue Laurent, entre la rue de la Hardt et la rue de Kembs*
 - stationnement interdit gênant des 2 côtés (article R 417-10 du Code de la Route)
 - circulation interdite au droit du carrefour avec la rue de la Hardt. Déviée pour les riverains via la rue de la Hardt, la rue de Habsheim et la rue de Kembs
 - vitesse limitée à 30 km/h au droit du chantier
 - suppression de la piste cyclable. Les cyclistes intégreront la circulation générale (le cas échéant)
 - la circulation des piétons est déviée sur le trottoir opposé aux travaux ou aménagement d'un cheminement piétonnier (minimum 1m)
- ♦ *Rue Laurent, entre le n° 89 et la rue de Kembs*
 - mise en double sens pour l'accès des riverains
 - la circulation est alternée et régulée par panneaux B15/C18
 - vitesse limitée à 30 km/h.

Article 3

Les dispositions des articles 3, 4 et 5 de l'arrêté n° 22/1930 du 31 octobre 2022 restent inchangées.

Mulhouse, le 10 novembre 2022
Pour le Maire
L'Adjointe Déléguée,



Claudine BONI-DA SILVA